

## Communiqué de presse

Lutte contre la corruption : publication du Baromètre mondial de la corruption

### **Influence excessive des particuliers fortunés sur les décisions politiques**

**Berne, le 16 novembre 2016 – Si la Suisse fait dans l'ensemble bonne figure selon les résultats du dernier Baromètre mondial de la corruption, des problèmes se posent cependant pour la protection des lanceurs d'alerte et en raison de l'emprise des particuliers aisés sur la politique. Pour cette raison, les deux tiers de la population suisse donnent ses suffrages au durcissement de la législation sur le lobbying. En plus de cela, Transparency International Suisse juge urgente l'amélioration de la protection des lanceurs d'alerte.**

Depuis 2002, Transparency International collecte régulièrement des données pour son Baromètre mondial de la corruption, qui mesure la perception de la corruption dans l'opinion publique. Le sondage le plus récent porte sur 42 pays d'Europe et d'Asie centrale, dont la majorité obtient une mauvaise note. L'Allemagne et la Suède viennent en tête de ce classement, au bas duquel figurent des pays comme la Russie, la Serbie et l'Ukraine.

Transparency International Suisse constate avec satisfaction que la Suisse fait bonne figure et que la population helvétique ne voit pas un problème urgent dans la corruption. La Suisse se place même sur le podium dans deux domaines : l'opinion publique juge que tant le gouvernement que les parlementaires sont intègres et peu exposés.

En revanche, les deux tiers des personnes sondées sont d'avis que les particuliers fortunés ont une trop grande emprise sur l'activité du gouvernement et elles donnent ainsi leurs suffrages à un durcissement de la législation sur le lobbying. En outre, la moitié d'entre elles estiment que les Suisses et les Suissesses ne signalent pas les cas de corruption de peur des représailles. Ce pourcentage, supérieur au résultat de 2013 (35 %) et à la moyenne internationale (30 %), est d'autant plus surprenant que 81 % des personnes interrogées se sentent obligées de signaler un cas de corruption, même si cela veut dire devoir témoigner une journée durant devant un tribunal. Le sondage montre aussi que, de l'avis de la population, c'est le secteur privé qui est le plus exposé aux risques de corruption.

Martin Hilti, directeur de Transparency International Suisse, livre son analyse du classement de la Suisse :

*« Par rapport à d'autres pays, la population suisse se sent peu menacée par la corruption. Si ce résultat est réjouissant, il est en revanche inquiétant que deux personnes sur trois soient d'avis que les particuliers fortunés ont une trop grande emprise sur l'activité du gouvernement. Il est aussi extrêmement préoccupant que la moitié des Suisses et Suissesses sondés estiment que les cas de corruption ne sont pas dénoncés de peur des représailles. Aussi Transparency International Suisse demande-t-elle l'adoption des mesures suivantes :*

- La Suisse doit légiférer sur la transparence du financement de la vie politique et du lobbying.*
- Elle doit renforcer la protection des lanceurs d'alerte, en particulier dans le droit privé. »*

Le Baromètre mondial de la corruption peut être consulté sur le site [www.transparency.ch](http://www.transparency.ch).

### **Contact médias :**

#### **Berne**

Martin Hilti, directeur

Transparency International Suisse

Tél. : +41 (0)31 382 35 50

courriel : [martin.hilti@transparency.ch](mailto:martin.hilti@transparency.ch)